 <p>GOUVERNEMENT Liberté Égalité Fraternité</p>	<p align="center">Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme pour un plan local d'urbanisme</p> <p align="center">Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale</p> <hr/> <p align="center">Articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme</p>
---	--

En cas d'avis tacite, le formulaire sera publié sur le site Internet de l'autorité environnementale

Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.

Votre attention est appelée sur le fait que les réponses apportées dans les cases de ce formulaire constituent des éléments particuliers sur lesquels votre analyse prendra appui, mais ils ne constituent pas l'analyse qui est à développer (rubrique 6)

Cadre réservé à l'autorité environnementale		
Date de réception :	Date de demande de pièces complémentaires :	N° d'enregistrement
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

1. Identification de la personne publique responsable
Dénomination
Commune de Queige
SIRET/SIREN
21730211600017
Coordonnées (adresse, téléphone, courriel)
37 place de la mairie 73720 QUEIGE 04.79.38.00.91 contact@queige.fr
Nom, prénom et qualité de la personne physique habilitée à représenter la personne publique responsable
Meunier Edouard, Maire
Nom, prénom et qualité de la personne physique ressource (service technique, bureau d'étude, etc.)
Protsenko Michel-PRO AND CO, bureau d'études
Coordonnées de la personne physique ressource (adresse, téléphone, courriel)
Chemin du coteau 01600 REYRIEUX 04.78.98.34.44 proandco.urba@gmail.com

2. Identification du PLU
2.1 Type de document concerné (PLU, PLU(i))
PLU
2.2 Intitulé du document
Modification n° 2
2.3 Le cas échéant, la date d'approbation et l'adresse du site Internet qui permet de prendre connaissance du document
Approbation le 9 avril 2019
2.4 Territoire (commune(s) ou EPCI) couvert par le PLU
Commune de Queige
2.5 Secteurs du territoire concernés par la procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité du PLU (matérialiser la localisation sur un document graphique)
Règlement et OAP n°1

3. Contexte de la planification
3.1 Documents de rang supérieur et documents applicables
Le territoire est-il couvert par un document de planification régionale (SAR, SDRIF, PADDUC, SRADDET) ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du document et date d'approbation : SRADDET approuvé le 10/04/2020, et par des documents de politique sectorielle : SDAG du bassin Rhône Méditerranée 2022-2027, PRGI Rhône Méditerranée 2022-2027.
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Le territoire est-il couvert par un SCoT ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du SCoT et date d'approbation : SCoT Arlysère Approuvé le 9 mai 2012
Le territoire est-il couvert par d'autres types de documents exprimant une politique sectorielle (schéma d'aménagement et de gestion des eaux, plan de gestion des risques d'inondation, charte de parc naturel, PCAET, etc.) ?
PCAET Arlysère

3.2 Précédentes évaluations environnementales du PLU
Le PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de son élaboration
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Si oui, préciser la date de l'avis de l'AE sur l'évaluation environnementale
12 avril 2018
Si non, préciser, le cas échéant, la date de la décision issue de l'examen au cas par cas concluant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale
19 mai 2021 avis sur modification n°1
Si cette évaluation environnementale a été réalisée, a-t-elle été actualisée ? <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'actualisation
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Comment l'avis de l'autorité environnementale relatif à cette évaluation environnementale ou son actualisation a été pris en compte ? Expliquer les conséquences sur la procédure actuelle
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Depuis l'évaluation environnementale initiale, ou sa dernière actualisation, le PLU a fait l'objet d'une procédure d'évolution qui n'a pas fait l'objet d'évaluation environnementale <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Si oui, préciser sa date d'approbation et son objet
27/04/2021 modification simplifiée pour rectification matérielle

4. Type de procédure engagée et objectifs de la procédure donnant lieu à la saisine
4.1 Type de procédure (révision, modification, mise en compatibilité) et fondement juridique
Modification de droit commun
4.2 Caractéristiques générales du territoire couvert par le PLU
4.2.1 Population concernée par le document, d'après le dernier recensement de la population (données INSEE)
782

4.2.2 Caractéristiques spatiales				
Superficie totale (en hectares)	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.			
Superficie par zones	Actuellement		Après évolution	
	Superficie (en ha)	Pourcentage de la superficie du territoire	Superficie (en ha)	Pourcentage de superficie du territoire
zones U	491 883	1,51	491 883	1,51
zones 1 AU	0	0	0	0

zones 2 AU	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
zones A	5 289 498	16.24	5 289 498	16.24
zones N	26 791 566	82,25	26 791 566	82,245
Total	32 572 947	100	32 572 947	100

4.2.3 Rappel des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain fixés par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD).

Projection démographique à 2030 :

L'inventaire officiel **INSEE de 2012** estime la population de la commune à **851 habitants** (base du Scot approuvé), en **2018** la population est estimée à environ **900 habitants**.

La population communale serait alors estimée à environ **1017 habitants en 2030**, soit un gain démographique d'environ **166 habitants** avec un taux de croissance de **1%** à 18 ans (**2012-2030 : point de départ du Scot**), soit une augmentation annuelle de 13.83 habitants par an.

Projection de besoin en logements à 2030 :

Considérant le nombre de personnes par ménage en 2012, et prenant en compte le phénomène de décohabitation, il sera considéré un nombre de **2.3 personnes par ménage**.

Il s'agirait donc de produire pour 166 habitants supplémentaires environ **72 logements supplémentaires de 2012 à 2030** ou environ **4 logements par an**. Une part de ces logements a été déjà réalisée (**8**), l'objectif en production de logements sera basé sur le T0 du Scot soit à partir de 2012.

Pour rappel la commune a construit 34 logements neufs et 32 logements rénovés en 12 ans (soit 66 logements) et a consommé 31 594 m2 (environ 3 hectares) de 2005 à 2017.

Projection de besoin en foncier à 2030 :

La densité devrait s'adapter selon les divers secteurs et zones de la commune. La maîtrise de la croissance de la population passe avant tout par la maîtrise du développement urbain conditionné par une véritable stratégie en matière d'aménagement induisant des choix en matière d'espaces mobilisables, de formes urbaines et de niveaux d'équipement.

A l'image de la densité moyenne de la commune et des opérations modèles réalisées sur la commune la densité moyenne retenue est de **15 logements par hectare dans leur moyenne générale**.

Cette orientation pourra ainsi garantir la cohérence de l'image de village nature avec une morphologie urbaine adaptée à l'harmonie d'ensemble de la commune et son image de patrimoine architectural de qualité.

Ainsi la surface d'extension urbaine depuis 2012 restera compatible avec les orientations du Scot soit l'extension limitée à 4.8 hectares , (72 logements par 15 logements/ha = 4.8 hectares). Elle sera que de 3.4 hectares.
4.3 Caractéristiques de la procédure
4.3.1 Contenu et objectifs de la procédure
La modification N°2, porte uniquement sur la rectification certains points au Règlement sans modifier le plan de zonage ni les autres documents, et à un point pour l'adaptation de l'OAP 1 au contexte réel du terrain.
4.3.2 La procédure a pour objet d'ouvrir une ou des zones à l'urbanisation ou de pouvoir autoriser des constructions <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Les incidences sur l'environnement de cette ouverture à l'urbanisation, ainsi que les incidences au regard des objectifs de conservation d'un site Natura 2000 ou, pour les territoires ultra-marins, au regard des objectifs de conservation des espaces nécessaires aux fonctionnalités écologiques ont-elles été analysées dans l'évaluation environnementale initiale ou dans sa version actualisée ? <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les pages de l'évaluation environnementale initiale ou de son actualisation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
4.3.3 La procédure a pour objet ou pour effet d'augmenter la densité de certains secteurs <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
Secteur Champ Marmot au cœur du Bourg : sur une superficie de 3770 m², création de 20 à 30 logements en plusieurs blocs au lieu de 10 logements.
4.3.4 La procédure a pour objet :
- de créer un espace boisé classé <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- de déclasser un espace boisé classé <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- de classer de nouveaux espaces agricoles, naturels ou forestiers <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- de déclasser un espace agricole, naturel ou forestier <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- de créer de nouvelles protections environnementales <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- de supprimer une protection édictée en raison des risques de nuisance, qualité des sites, paysages, milieux naturels <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
4.4 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
4.5 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une procédure intégrée (L. 300-6-1)
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale :

<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
4.6 Mise en compatibilité du PLU avec un document supérieur
- Document(s) avec le(s)quel(s) le PLU est mis en compatibilité : parmi les documents listés à la rubrique 3.1 , intitulé du document, date d'approbation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- Motif pour lequel le PLU est mis en compatibilité
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
4.7 La procédure a des effets au-delà des frontières nationales
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les effets
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

5. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure			
5.1 Le plan local d'urbanisme est concerné par :			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La loi du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne, dite « loi Montagne » s'applique à Queige.
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La tourbière des Saisies est protégée par Arrêté Préfectoral de Biotopes du 18 décembre 1989, modifié le 25 janvier 2001 et est d'intérêt communautaire conformément à la Directive européenne "NATURA 2000", habitat-faune-flore, depuis le 27 avril 2010. Le 11 juillet 2013, celle-ci est devenue Réserve Naturelle Régionale (RNR 265). Le site FR 8201776 "Tourbière et Lac des Saisies"
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Annexe II

Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Un Plan de Prévention des Risques Naturels prévisibles (PPRN) a été approuvé en 2010. Risques de rupture de barrage : La Girotte et le barrage de Roseland. Fort Risque d'inondation, de crue torrentielle, coulée boueuse. Risque sismique : classé type 4 = risque moyen.
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Sept zones humides ont été recensées à Queige. Le tableau suivant dresse la liste de ces zones humides et présente pour chacune d'elles les principales fonctions écologiques qu'elles

Annexe II

			remplissent, ainsi que les espèces d'intérêt communautaire repérées sur chaque site.			
			NOM DE LA ZONE	SUPERFICIE	ALTITUDE	
				(ha)	(m)	Fonctions bio
			1. Bois de la Motte	0,14	1621	Habitat faune
			2. Bois des Molliassières	1,23	1586	Habitat faune
			3. Col de Forclaz	3,65	873	Habitat faune
			4. La Motte	1,28	1917	Habitat faune Connexion bio
			5. Lac des Saisies	1,22	1570	Habitat faune
			6. Les Chappes	0,67	1496	Habitat faune
			7. Les Mouilles	2,58	1376	Habitat faune
Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique de Rhône-Alpes a été adopté par délibération du conseil régional du 19 juin 2014 et par arrêté préfectoral du 16 juillet 2014.</p> <p>La trame verte et bleue (continuité écologique locale) est constituée :</p> <ul style="list-style-type: none">- des continuums écologiques, qui s'entendent comme des ensembles d'équipements "naturels" en continuité ;			

			<ul style="list-style-type: none"> - des noyaux de biodiversité (ou réservoir) qui sont principalement les milieux naturels "extraordinaires" ; - des corridors écologiques, permettant à une population d'espèces de circuler et d'accéder aux zones vitales. <p>Pour l'identification des continuums :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les secteurs boisés, - les zones humides. <p>Pour la définition des corridors :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les cours d'eau et petits affluents. - les espaces verts continus. <p>Pour l'identification des noyaux de biodiversité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les secteurs où se concentrent corridors et continuums. - les milieux particulièrement riches sur la commune.
Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>ZNIEFF de type 1 : La tourbière des Lacs des Saisies (Id régional : 7308003).</p> <p>ZNIEFF de type 2 : L'ensemble de zones humides du nord du Beaufortain (Id régional 7308).</p> <p>L'ensemble Beaufortain (Id régional : 7309).</p>
Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
5.2 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine sont concernés par :			

	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	PPRNP
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
5.3 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine se situent dans ou à proximité :			
	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

réserve institués en application, respectivement, de l'article L. 332-1 et des articles L. 332-16 à L. 332-18 du code de l'environnement			
D'un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un abord des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme			
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

5.4 Des constructions à usage d'habitation ou des établissements recevant du public sont-ils prévus dans des zones de nuisances (nuisances sonores, qualité de l'air, pollution des sols, etc.) ?

<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, précisez :
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

6. Auto-évaluation

L'auto-évaluation doit **identifier** les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation – c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné - et **expliquer** pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

Se reporter à la rubrique 6 de la notice explicative pour le détail de la démarche permettant l'auto-évaluation. Fournir une note détaillée en annexe (cf. point 8).

L'auto-évaluation est fondée sur la base de la notice explicative jointe de l'exposé des motifs des changements apportés (Dossier de notification et de mise à disposition du public) et détaillée en annexe du point 8.

La procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement. Elle modifie des points mineurs du PLU déjà approuvé, qui sont uniquement les points limités du règlement et l'OAP1.

7. Autres procédures consultatives

7.1 Date prévisionnelle de transmission du projet aux personnes publiques associées

16 février 2023

7.2 Autres consultations envisagées (consultations obligatoires et facultatives)

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

7.3 Procédure de participation du public envisagée

- enquête publique

☒ Oui

☐ Non

- participation du public par voie électronique

☐ Oui

<input checked="" type="checkbox"/> Non
- enquête publique unique organisée avec une ou plusieurs autres procédures <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser lesquelles
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- autre, préciser les modalités
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

8. Annexes		
8.1 Annexes obligatoires		
1	Dossier de révision, modification ou mise en compatibilité du PLU (comprenant notamment, le cas échéant, l'exposé des motifs des changements apportés)	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs du territoire concernés par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale et comportant des zooms qui permettent de localiser et identifier les secteurs avant et après mise en œuvre des opérations (rubrique 2.5).	<input type="checkbox"/>
3	L'auto-évaluation (rubrique 6)	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Version dématérialisée du document mentionné dans les rubriques 2.3, 4.3.2, 4.4, 4.5 et 4.6 lorsqu'il n'est pas consultable sur un site <i>Internet</i>	<input type="checkbox"/>
8.2 Autres annexes volontairement transmises par le déposant		
Veuillez préciser les annexes jointes au présent formulaire, ainsi que les rubriques auxquelles elles se rattachent		
<p>La modification N°2, porte uniquement sur la rectification de différents points au Règlement, le plan de zonage, et sur un point pour l'adaptation de l'OAP 1 au contexte réel du terrain.</p> <p>Les motifs suivants des changements apportés portent sur des améliorations mineures des règles d'urbanisme applicables sur les zones et une meilleure adaptation et densification de l'OAP1 dans le centre bourg.</p> <p>La procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.</p> <p>Les 8 points modifiés et auto-évalués du Règlement sont :</p> <p>1. La règle concernant les annexes isolées et accolées ne concernera que les zones U et de ce fait elle améliore les dispositions des annexes évitant l'effet couloir en milieu urbain. Dans certains cas lorsque que la limite du voisinage est proche du bâtiment principal, le règlement actuel oblige à une installation d'une annexe en limite de propriété tout en permettant un effet couloir entre le bâtiment principe et l'annexe en question. Cette disposition permet ainsi de limiter la consommation d'espace en milieu urbain et offrir une compacité du bâti plutôt que son étalement.</p> <p>2. Cette modification prévue dans la notice présentée au mois d'octobre est supprimée.</p>		

3. La règle modifie la hauteur du bâti en zone Ua et Ub de 14 à 16m. Il y a des bâtiments de taille importante sur la commune, essentiellement des anciennes fermes qui avaient des volumes importants de stockage du fourrage. La transformation de ces bâtiments en 2 voir 3 logements est intéressante du point de vu de la densification, de l'artificialisation des sols et des coûts économiques. Parfois la toiture doit être reprise et la limitation de la hauteur peut être une contrainte car elle est mesurée à l'endroit le plus défavorable par rapport au terrain naturel en pente. Il nous semble que la caractéristique la plus importante est le rapport hauteur/largeur du bâtiment. Ce changement de règle permet ainsi une meilleure densification en milieu urbain et limiter les extensions urbaines hors de l'enveloppe urbaine et préserver ainsi l'environnement.

4. La règle modifie en toute zone à l'exception des zones Ua et Ub, le rapport entre la hauteur au faîtage de toiture et la longueur de la façade en pignon des constructions qui ne devra pas dépasser 1,3 au lieu d'avant de 1, c'est-à-dire $h/l \leq 1,3$. Cette règle n'impacte pas l'occupation de l'espace au sol mais plutôt la volumétrie des bâtiments qui va dans le bon sens de monter en hauteur plutôt que de s'étaler.

5. La règle des clôtures est améliorée afin de ne pas gêner la visibilité le long des voies et des carrefours. Elles ne devront pas gêner le déneigement. En cas de limite avec une zone A, celles-ci devront être implantées avec un recul de 0,5 m afin de ne pas gêner l'exploitation agricole et le passage des engins agricoles. Cette règle ne concerne pas la constructibilité ou l'occupation par de l'espace bâti, elle améliore l'usage des agriculteurs et la gestion du déneigement.

6. La règle sur le respect de la part d'au moins 25% de logement social n'est plus indiquée dans le règlement car la commune n'est pas en zone urbaine, et cette règle ne s'y applique pas et n'avait pas à y figurer. Ce point ne concerne pas la gestion de l'espace ou l'environnement, il concerne plutôt les produits de logement afin de laisser une liberté de développement du village face au marché immobilier où les bailleurs sociaux ne sont pas intéressés par la position de la commune loin des pôles urbains et services.

7. La règle rajoute dans la zone N l'autorisation de la réhabilitation d'anciens bâtiments agricoles et la construction de bâtiments agricoles à condition qu'ils fassent partie d'une même entité avec un bâtiment agricole principal. Cette règle permet d'éviter les friches agricoles dans le paysage et compacter le bâti agricole autour du bâti principal.

8. La règle concerne le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations qui doivent être assurés en dehors des voies publiques, dans des parkings de surface ou des garages. Pour les constructions et rénovation à usage d'habitation, il est rajouté une exigence à minima 1 place de stationnement par logement. Ces dispositions s'appliqueront dans toutes les zones sauf la zone Ua le noyau historique où l'espace est limité et encourager le développement du noyau historique évitant de laisser des logements abandonnés et non réhabilités à cause du stationnement. Cette règle favorise la mise en valeur du noyau historique essentiellement.

Le point modifié et auto-évalué de l'OAP 1 est :

Depuis l'adoption du PLU en 2019, la commune a procédé à l'acquisition de l'ensemble des parcelles concernées par cette OAP. En conséquence, il convenait de réorganiser le schéma sommaire d'aménagement initial et de répondre au besoin de densification urbaine. Le programme a vocation à organiser les conditions de densification de ce secteur, en limitant son impact sur les réseaux et services urbains et s'intégrant bien à son environnement bâti existant.

Le principe de densifier le terrain de Champ Marmot est encouragé pour les raisons suivantes :
Le terrain étant en forte pente, le maintien des 5 habitats doubles initialement prévu aurait consommé une importante surface de terrain uniquement pour la desserte de ces habitations, avec des talus importants. Une plus grande densification permettra à la commune de mieux respecter ses objectifs de densification moyenne de 15 logements par hectare.

Afin de limiter les terrassements, il convenait donc de privilégier l'habitat collectif, avec 20 à 30 logements, réparti en deux ou trois ensembles collectifs, accessibles depuis la route départementale 67. La voirie intérieure de desserte sera ainsi limitée. Autour de ces habitats collectifs, les aménagements paysagers seront soignés et devront laisser la place à des zones de jardins.

Ultérieurement, le haut de la parcelle pourra recevoir 1 à 2 habitats individuels, qui pourront être desservis par la voirie existante, située au Nord-Ouest de la zone OAP.

Tous les logements collectifs pourront tous être raccordés sur le réseau actuel de chaleur actuel de la commune. Ce réseau, mis en service en 2018, et alimenté par des plaquettes forestières, avait été dimensionné pour permettre le raccordement de ces futurs logements.

Le PADD, qui avait pour référence le SCOT adopté par Arlysère en 2012, prévoit environ 80 nouveaux logements sur la période de référence de 2012 à 2030.

En 2022 nous sommes déjà à 56% de cette durée alors qu'il n'a été construit sur l'ensemble de la commune que 26 logements, soit 32% de l'objectif et nous constatons donc un retard très important. L'augmentation du nombre de logements à Champ Marmot par rapport au PLU de 2019 ne modifiera pas l'objectif initial du PADD et permettra de s'en approcher.

Le périmètre de cette OAP est maintenu en l'état, seul le schéma de principe est adapté et le programme de logement est augmenté afin de valoriser au mieux ce terrain devenu communal depuis l'approbation du PLU et apporter une densification plus importante dans le centre-bourg évitant l'étalement urbain en dehors de l'enveloppe urbaine ainsi que de contribuer à la dynamisation de la centralité urbaine.

Le point modifié et auto-évalué du plan de zonage est :

Un arrêté ministériel avait été pris le 17 juillet 1987 pour protéger un captage dit « source de la Vigne ». Ce captage a ensuite été abandonné et ne pourra plus jamais servir à, l'alimentation en eau potable pour les besoins de la commune. En 2022, la commune, et la communauté d'agglomération Arlysère (qui avait repris la compétence « eau » depuis 2018) ont délibéré dans le même sens pour abandonner les mesures de protection relatives à ce captage devenues inutiles.

Un arrêté préfectoral a été pris le 20 octobre 2022 par le Préfet de Savoie pour abroger l'arrêté du 17 juillet 1982 relatif au périmètre de protection.

Il convenait donc de modifier le plan de zonage en conséquence et ne plus garder cette servitude.

Conclusion de l'auto-évaluation :

La procédure n'a pas de susceptibilité d'affecter significativement un site Natura 2000.

La procédure n'a pas d'incidences sur les milieux naturels et la biodiversité.

La procédure n'a pas effet sur la consommation d'espaces naturels, agricoles ou Forestiers.

La procédure n'a pas d'incidences sur une zone humide.

La procédure n'a pas d'incidences sur l'eau potable :

La procédure n'a pas d'incidences sur la gestion des eaux pluviales.


La procédure n'a pas des incidences sur l'assainissement.

La procédure n'a pas des incidences sur le paysage ou le patrimoine bâti.

La procédure ne concerne pas des sols pollués, et n'a pas des incidences sur les déchets.

La procédure n'a pas des incidences sur les risques et nuisances.

La procédure n'a pas des incidences sur l'air, l'énergie, le climat.

9. Engagement et signature			
<p>Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus</p> <p>(personne publique responsable)</p>			
Fait à	Queige	le,	15 février 2023
Nom	Meunier	Prénom	Edouard
Qualité	Maire		
<p>Signature</p> <div style="text-align: center;">  </div>			